

TERMES DE REFERENCE

RÉGIONS	TUNIS, SOUSSE, GAFSA
PERIODE	JUILLET-AOUT2022
DATE LIMITE	25 JUILLET 2022 À 12H
CANDIDATURE	
SOUMISSION DES	Les candidatures complètes doivent être envoyées par courrier
CANDIDATURES	électronique à l'adresse suivante : combineeprevention@gmail.com
	et avec la mention dans l'objet « plaidoyer loi 52 »



1 Présentation de NESS

NESS est une association à caractère communautaire, œuvre depuis sa création en 2014 à la promotion des droits humains des personnes issues des populations vulnérables classées comme clés et plus spécifiquement les jeunes femmes vulnérables, les populations les LGBTQI++, les consommatrices et consommateurs de drogues injectables, les travailleurs et travailleuses de sexe clandestin.

Depuis sa création NESS n'a pas cessé de militer pour la promotion d'une culture respectueuse des différences et de la diversité, l'accès équitable pour la population clés aux services à savoir la santé, l'éducation, le travail et les droits humains.

Outre son engagement pour un accès équitable aux droits, NESS soutient les actions communautaires en matière de lutte contre l'homophobie, la transphobie, la sérophobie et la violence faite aux femmes. NESS agit aussi pour la sensibilisation de la population sur la diversité, la pluralité et l'importance de l'inclusion et l'intégration de la population clés et vulnérables. Son axe transversal est le plaidoyer pour améliorer la situation de ces cibles mais aussi la réalisation de recherche action pour contribuer aux efforts fournis au niveau national, régional et international.

2 Presentation DU PROJET

2.1 Résumé du projet "Subvention régionale du Fonds Mondial de Lutte contre le sida, le Paludisme et le Malaria »

Dans le cadre de la mise en œuvre de la subvention régionale du VIH Sida en partenariat avec l'ATL Tunis en tant que sous récipiendaire de Frontlinesaids et avec l'appui financier du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, du projet intitulé "NADOOM", l'association NESS en tant que Sous-sous récipiendaire de ladite subvention met en œuvre un certain nombre d'activités de plaidoyer inscrites dans le plan d'action national (Tunisie) pour l'année 2022.

Cette activité intitulé « Advocating for the removal of punitive drug use laws (Bill 52) » se transcrit dans une démarche de contribution aux différentes initiatives réalisées par l'ensemble des groupes communautaires et par les associations depuis une dizaine d'année. L'objet de cette consultation est de recruter un expert pour concevoir une démarche participative et consultative autour d'activités de plaidoyer en lien avec la réforme de la loi 52 relative aux produits stupéfiants.

3 OBJECTIFS DE LA MISSION

3.1 Objectif attendu

L'objectif général cette mission :

- 1. Préparer et Animer 2 ateliers de mobilisation et un atelier national de capitalisation.
- 2. Développer une feuille de route basée sur les résultats des ateliers en concertation avec l'équipe de NESS Compétences attendues :
 - Comprendre et savoir définir ce que recouvre le plaidoyer en matière de la loi 52;
 - Savoir transcrire des résultats en action ;
 - Développer une feuille de route.



4 LIVRABLES ATTENDUS

Les livrables attendus sont les suivants :

- Une note conceptuelle de la mission et de l'atelier national
- Une lite de tout.e.s les intervenant.e.s impliqué.e.s dans le plaidoyer de la loi 52.
- Un rapport de chaque atelier réalisé
- Une feuille de route

5 COMMENT CANDIDATER

5.1 Compétences et expériences

Cette mission sera réalisée par un e expert e ayant les compétences, l'expérience et les qualités suivantes :

- Expérience de plus de 10 ans dans le domaine de plaidoyer portées par la société civile en lien avec la loi 52, et le domaine du VIH/SIDA.
- Expérience obligatoire de plus de 10 ans dans le domaine de travail de sensibilisation et du plaidoyer auprès des groupes considérés comme hautement vulnérables soit, les usage.ère.s de drogues injectables.
- Formation en sciences sociales, promotion de la santé communautaire, santé publique.
- Expérience dans la modération d'ateliers stratégiques.
- Expérience confirmée dans les démarches participatives et les méthodes de pédagogie actives.
- Bonne compréhension du secteur de la santé, notamment de la santé communautaire.
- Maitrise du contexte national en lien avec les termes de la mission
- Capacité d'écoute et esprit d'équipe.
- Une excellente maîtrise du français est requise.

5.2 Soumission des offres

Les candidat·e·s intéressé·e·s doivent soumettre un dossier contenant les éléments obligatoires suivants :

Une offre technique contenant:

- Le CV détaillé de l'expert·e de réaliser cette mission.
- Des références pertinentes ou tout travail antérieur pouvant attester de l'expertise et mettre en évidence les points forts de l'expert·e.
- Une proposition technique démontrant/incluant les éléments suivants :
 - Une proposition méthodologique pour la réalisation de la mission
 - o Une proposition de calendrier/plan de travail pour la mission

Une offre financière comprenant :

- Une offre financière de la mission de consultation, la mission est estimée à 10 hommes/jours.